# L'enquête parlementaire choc sur les services publics face aux islamistes (MàJ)

20/06/2019 à 16h35




**Les valeurs républicaines n'ont plus la cote dans certaines écoles. Choses vues et entendues.**

Du haut de ses 9 ans, Aurélien ne s'est pas démonté. Scolarisé dans une école élémentaire de Bagnolet, en Seine-Saint-Denis, le petit garçon a expliqué à son camarade de classe que chacun était libre de croire ce qu'il voulait. *« Maman m'a emmené voir une exposition sur la création de l'Univers avec le big-bang et les météorites*, se souvient Aurélien. *J'en ai parlé à mon copain Medhi à la récré, mais il s'est énervé en m'expliquant que tout ça était faux, et que Dieu avait tout créé : la Terre, la nature, moi, lui, sa mère, la mienne et la mère de ma mère, etc. Moi, je crois en la science.* […]

Le Point

Merci à **Mala**

---

Un rapport parlementaire sur « les services publics face à la radicalisation » ? Voilà qui devrait faire du bruit. Depuis l'automne dernier, deux députés (Éric Diard pour LR et Éric Poulliat pour LREM) reçoivent à tour de bras à l'Assemblée

nationale de hauts fonctionnaires (préfets, patron de la DGSI…), des acteurs de terrain (policiers, pompiers, syndicats de transports, etc.), des chercheurs qui témoignent de la situation des services de l'État confrontés à la radicalisation islamiste. Du côté des fonctionnaires mais également du public.

Leurs conclusions et leurs préconisations seront rendues publiques le 26 juin. *Le Point* a eu accès à l'intégralité des auditions conduites à huis clos. Si la plupart des intervenants semblent soucieux de ne pas sombrer dans le pessimisme, certains d'entre eux ne cachent pas leur inquiétude. Beaucoup expriment aussi leur sentiment d'être démunis, mal encadrés, législativement mal outillés, mal formés aussi.

Parmi les récits troublants, celui d'un syndicaliste de la RATP qui révèle que *« **des locaux sont interdits aux femmes dans des terminus** »*, que *« **des musulmans pratiquants sont en train de cibler femmes croyantes non pratiquantes** »*, mettant même à l'écart une collègue qui avait choisi de partir à Ibiza pendant le ramadan. **Des policiers narrent, quant à eux, leur difficulté à révoquer des agents de police radicalisés**, faute d'arsenal législatif. **Un colonel de la Fédération des sapeurs-pompiers relate, lui, ses interventions de secours durant lesquelles on lui interdit de pénétrer dans une pièce occupée par des femmes et même de porter assistance à une femme sous prétexte qu'il est un homme**.

https://twitter.com/DamienRieu/status/1141765892335947776

> *Police, universités, hôpitaux, transports : les services publics sont gangrénés par l'islamisme !*
>
> *Voici le résultat des nombreuses années de laxisme et de complaisance de certains élus.*
>
> *Et ce n'est pas avec des élus comme @Aurelientache que ce phénomène disparaîtra … pic.twitter.com/mHYNp47lzY*

— *Tancrède  (@Tancrede_Crptrs) June 20, 2019*

Également auditionné, Nicolas Lerner, le patron de la DGSI, tire le signal d'alarme. Aujourd'hui, *« les lieux de culte ne sont plus les incubateurs qu'ils ont pu être, car les pouvoirs publics se sont donné les moyens de les contrôler et les autorités religieuses ont également pris conscience du rôle qui était le leur. (…) L'environnement éducatif, et de manière plus générale tout ce qui touche à la formation des esprits, nécessite aussi une certaine vigilance »*.

www.lepoint.fr

---

## Les services publics face aux islamistes : le cas du sport

Salles réservées – ou interdites – aux femmes, fédérations « en pleine islamisation »… Certaines pratiques sportives très communautarisées interpellent.

À Lyon, une association propose un club de fitness pour femmes en burqa. À Toulouse, un club partage des vidéos de sport en voile intégral pour recruter de nouvelles adhérentes…

(…) Le Point

---

## FOG – *Faut-il avoir peur d'Eurabia, l'Europe islamique ?*

Des lanceurs d'alerte hier, un rapport parlementaire aujourd'hui, pointent la radicalisation de la France. L'État en tirera-t-il une leçon ? Pas sûr.

(…) Le Point